

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

3 MAI AU 9 MAI 1990

N° 789

10,00 F n° 783

ECONOMIE

L'envol des inégalités

Chômage, précarité, salaires en berne...longue est la liste des maux de la rigueur « socialiste » qui affligent les travailleurs. D'un autre côté la Bourse et les entreprises françaises ne se sont jamais aussi bien portées. Droite ou gauche, ce sont toujours les grosses fortunes qui en profitent. Malgré le faste, entourant l'exercice du pouvoir de « Tonton-Dieu », les années Mitterrand marquent l'accentuation de la pauvreté en France.

Le répétera-t-on suffisamment : « la décennie Mitterrand aura notablement contribué à amplifier l'éventail des inégalités ». Dès 1984, après le tournant « austéritaire » de la rigueur salariale, nous l'indiquions déjà. Aujourd'hui, la presse conservatrice britannique va même jusqu'à affirmer que Mitterrand se révèle en fait plus monétariste que Thatcher. L'espoir de millions de salariés qui, un peu naïvement, croyaient en la gauche institutionnelle, a été trahi. En voici, une fois de plus, la preuve établie par le très officiel Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) (1) et par la publication des *Données sociales* de l'INSEE. (2)

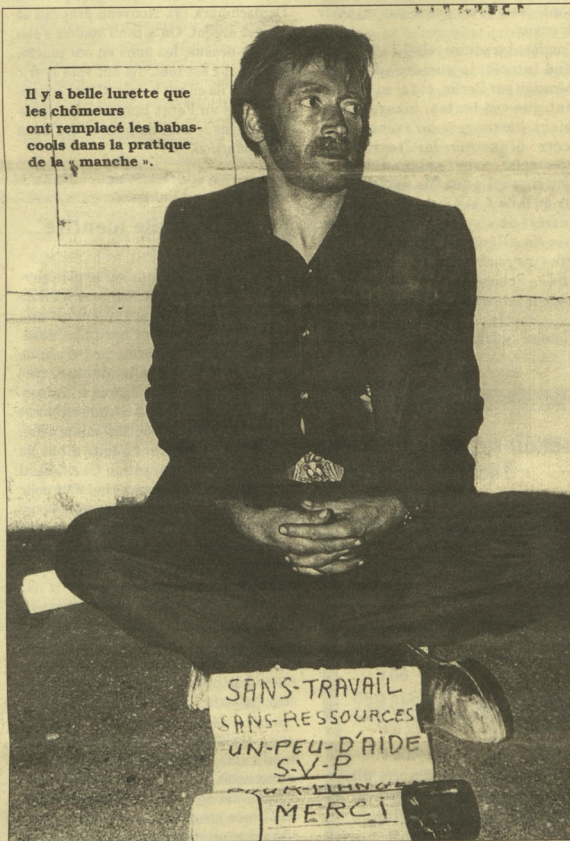
Salaires en berne

La rigueur socialiste a considérablement comprimé les revenus des ménages. C'est ainsi que les prestations sociales, qui avaient augmenté au rythme de 6% par an entre 1974 et 1982, ont par la suite progressé deux fois moins rapidement (+ 2,8% entre 1982 et 1988), du fait de la non-revalorisation du pouvoir d'achat et de la plupart des prestations. De même, l'éventail des salaires a recommencé à s'élargir à partir de 1985 dans le secteur privé, après s'être régulièrement resserré depuis vingt ans.

Le CERC a fait le rapport entre le montant au-dessus duquel sont rémunérés les 10% des salariés les mieux payés et le montant en dessous duquel sont situés les 10% des moins payés. On voit que ce rapport qui était passé de 4,1 en 1967 à 3,2 en 1982, et avait atteint son point le plus bas en 1984 (3,09), n'a cessé de remonter depuis : 3,12 en 1985, 3,16 en 1986, 3,2 en 1987. On ne s'étonnera pas de constater que sur la période le SMIC et les bas salaires ont cessé de progresser plus vite que le salaire moyen. La décennie qui s'achève aura donc vu l'inégalité des rémunérations s'amplifier.

Ce sont naturellement les catégories sociales déjà pénalisées qui font les frais de ce retournement inégalitaire. L'écart moyen des salaires entre hommes et femmes, qui ne cessait de se réduire depuis le début des années 70, s'est stabilisé à partir de 1984. Ainsi le salaire

Il y a belle lurette que les chômeurs ont remplacé les babas-cools dans la pratique de la « manche ».



moyen masculin qui représentait 1,49 fois le salaire moyen féminin en 1973, 1,4 fois en 1978, et 1,37 fois en 1982, s'est depuis stabilisé à 1,35 fois. Cet écart tend même à s'accroître pour les niveaux de qualifications élevées.

De même, les disparités entre les jeunes et les autres tranches d'âge se sont aggravées. De 1979 à 1984, les 26-30 ans ont perdu chaque année 1% de pouvoir d'achat, tandis que les 41-50 ans voyaient le leur progresser de 1,6%, et les 66-70 ans de 0,7% par an. Ce décalage entre les jeunes et les autres est réellement inquiétant. D'autant que

les chercheurs du CERC relèvent d'autres signes d'une profonde difficulté d'intégration. A 24 ans, un quart d'entre eux vivaient encore chez leurs parents en 1982. En 1988, c'est le cas d'un sur trois. Ils sont davantage touchés par l'emploi précaire. Et la disparité des chances, entre ceux qui quittent le système scolaire sans qualification et ceux qui sortent des grandes écoles, atteint des proportions insensées. Les « années Mitterrand » furent celles de la paupérisation des plus pauvres et de la décomposition accélérée du tissu social.

(suite p.3)

EDITORIAL

Il y a deux siècles des révolutionnaires français déclaraient que les hommes naissent égaux. La vie se chargeait ensuite d'apporter inégalités et fortunes diverses ; la naissance dans tel ou tel milieu social y était aussi pour beaucoup. Aujourd'hui, dans « notre belle France », l'inégalité bat son plein tant au niveau des ressources que de la justice.

L'éthique politique ne semble pas étouffer la conscience des hommes d'Etat. De Rocard, intervenant dans les médias pour une équipe de football, en oubliant le racisme de ses supporters, à un appareil judiciaire aux ordres du gouvernement, on se demande si le socialisme à la française a encore le souci de la morale de ses actes.

La décision de certains juges relaxant des accusés pour de petits vols a l'effet d'un pavé dans la mare, mais la continuité du grand dessein poursuit une autre voie. Le triste sire Calvet, directeur de Peugeot, a pu dernièrement annoncer que l'année 1989 avait été bonne... Les travailleurs de Sochaux et de Mulhouse des usines Peugeot ont sûrement appréciés !

C'est Balladur lui-même qui l'a écrit, question profits ça marche « impec » en France, alors droite ou gauche, capitalisme ou socialisme, où est la différence ?

La politique de Rocard a fait l'unanimité syndicale contre lui et Force ouvrière peut dénoncer la « gestion unilatérale et autoritaire des problèmes sociaux ». Au sujet des salaires et de la modernisation dans la fonction publique, les idées développées par Longuet sont-elles vraiment différentes de celles défendues par Quilès ?

Les entreprises font de plus en plus de profits, mais le nombre de chômeurs et de précaires n'en baisse pas pour autant. Dans la fonction publique, ceux que les médias décrivent parfois comme des « nantis » ont montré qu'ils pouvaient conjuguer syndicalement leurs efforts pour la défense de leur pouvoir d'achat. On peut cependant regretter que le 1er mai 1990 n'aura pas vu ce semblant d'unité esquisse dans la lutte.

Car le rassemblement des mécontents est souvent facile à réaliser mais la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme passe aussi par des idées. Le fédéralisme, l'antitétatisme, l'anticapitalisme sont quelques-unes de ces idées que les libertaires cherchent à mettre en pratique pour un monde nouveau, un monde meilleur. Pour que l'unité syndicale d'un moment débouche sur un lendemain différent.

LETTRE DE BERLIN

« Ce n'est ni triste ni joyeux, c'est comme ça ! »

Un lecteur berlinois du Monde libertaire nous a envoyé cette lettre au lendemain des « élections libres » de RDA.

Il nous a semblé intéressant de vous la livrer car c'est une réaction à chaud sur un événement largement commenté en France et pas toujours par les autochtones.

BERLIN-BERLIN... Tous le monde nous envie (un peu moins quand même depuis dimanche dernier (1)). Tous sauf nous-mêmes ! Comprenez donc : on commence à en avoir marre de l'Histoire (sous forme de touristes saxons qui bouffent des bananes) - surtout vu le chemin qu'elle prend. Je sais que vu de l'extérieur cela peut paraître mesquin et j'ai beaucoup de mal à expliquer mon malaise d'une façon cohérente ; mais, je suis de moins en moins enthousiaste quant à Berlin-Berlin et je ne cesse de le répéter depuis début janvier... C'est bizarre : non seulement cette ouverture est une chose que nous avions toujours espérée et exigée, mais, à cause de notre passé, nous

faisons partie aujourd'hui du groupe de personnes, peu nombreuses et privilégiées, qui ont beaucoup de contacts à l'Est et qui peuvent en profiter directement. Nous n'avons pas besoin de créer une infra-structure touristique, on s'en passerait même parfaitement.

Quitter Berlin !

Mais, malgré tout cela je pense que c'est un bon moment pour partir. Pourquoi ? Parce que ce ne sera plus la même chose ici. Ces niches bizarres pour lesquelles nous avons tant aimé la ville vont disparaître. Berlin sera transformée en capitale comme toutes les autres. Comme Paris : bruyante, puante, attirante, virulente... En plus à cent kilomètres de la Pologne (où désormais la faim se fait sentir). Tout cela n'est peut-être pas très grave. Il ne faut pas pleurer pour ça. C'est peut-être fascinant. Mais je ne pense pas en avoir très envie.

Comment traduire cela ? J'ai lu, avec grand intérêt, le numéro spécial de *Libération* sur Berlin, et j'ai eu le sentiment que ces textes, bizarrement, étaient « étrangers à l'événement » encore plus que les textes sur l'Allemagne le sont habituellement). Même si, sans doute, ils emploient les mots qu'il faut, ces mots (il n'y en pas d'autres) ne signifient pas la même chose en allemand. « Le mur de la honte » ne rendra jamais le terme allemand « Schandmauer » - c'est un voyageur qui trimbale inlassablement sa malle bien remplie d'histoire. « Transfuge » est probable-

ment le terme technique adéquat, mais comment clarifier la différence si tranchante ici entre Aussiedler et Ubersiedler (2) ? C'est là que je me suis rendu compte que ce sont des événements éminemment allemands qu'on ne saurait dissocier de leur fond national (imaginez-vous que ça m'embête beaucoup de parler de nation ces temps-ci !) et j'ai compris une fois de plus, avec un profond respect, mais je me sens désiroirement petit par rapport à ce problème.

Disons que le temps des cerises est, à ce qui paraît, terminé. Ce ne fut pas une grosse surprise pour moi, c'est l'héritage d'un passé laid et déformé (quelle erreur de penser que des parents laids engendrent de jolis enfants...) Les élections de dimanche dernier m'ont quand même laissé dans un état bizarre. Rien à y ajouter. Le prolétariat (et toutes les analyses disent que c'est exactement le prolétariat industriel et personne d'autre) l'aura voulu ainsi : Anschluss und Deutschmark (3). Nouveau drapeau et nouvel argent. On a beau vouloir s'élever au-dessus, les gens en ont marre. Un point c'est tout. Ils ont voté le fric parce qu'ils en ont besoin. C'est compréhensible vu l'état lamentable (notamment dans le sud) du pays et des lieux de production.

La nouvelle identité

Mais en même temps sur le plan psychologique le vote deutschmark (et il ne s'agit de rien d'autre) n'est qu'une manière de refuser l'héritage historique, de nier le passé. Le besoin de s'acheter une nouvelle identité, très comparable à maints égards à la situation en RFA après la Seconde Guerre mondiale (le vote dollar/orientation USA/Adenauer étant l'équivalent du Deutschmark/orientation Ouest/Kohl en 1990). Dans un sens ils ont voté pour l'oubli collectif parce qu'ils ne supportent pas le souvenir collectif, par peur de la découverte de leur propre image pitoyable. « Because they were no heroes, not even for one day (4)... »

Le prix qu'ils sont prêts à payer : l'occupation par le Géant noir (5), bientôt, ils apercevront l'ombre géante que le géant jettera sur leur pays (qui ne sera déjà plus leur pays). Un billet de banque jette aussi une ombre et pour la lumière, désormais, il faudra payer. Il n'y aura plus d'excuses. Ils l'auront voulu ainsi. Parfois l'Histoire est vraiment méchante.

Consolation — mais combien éphémère — que nous vivons à Berlin sur une île rouge au milieu de la mer noire (6). Mais attendons les municipales qui auront lieu à l'Est le 6 mai...

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennévilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse



Consolation peut-être plus durable : je pense que le résultat de ces élections n'est pas vraiment important. De toutes façons, il n'y avait plus le chix : c'était décidé d'avance que l'union allemande se ferait dans un contexte capitaliste. Il était impossible sur le plan politique d'empêcher ce développement. Les jeux sont faits. Il est inutile de s'en plaindre. Contrairement à ce que l'on raconte, je crois que la RDA en ce moment n'est pas un pays très politisé. La plupart des gens veulent vivre mieux et ne veulent pas entendre parler de politique. Et surtout pas de socialisme. Il en résulte que, pour l'instant et pour les années à venir, toute sorte de propagande politique générale sera très peu écoutée. C'est peine perdue de s'y mettre.

Avenir et stratégie

Par contre, ils subiront très directement les conséquences de leur vote. Cela doit être le point de départ de tout travail politique en ce moment. Travail qui ne peut aboutir, tout d'abord, qu'à des positions qu'on appellerait anarcho-syndicalistes. Ils ont voté pour le capitalisme et ils vont l'avoir ! Mais les structures qui étaient en place jusqu'ici (par exemple, le syndicat FDGB) étaient conçues pour des conditions totalement différentes et ne sont d'aucune utilité pour les conflits pré-programmés maintenant. Le travail important est donc de créer le plus vite possible des structures d'auto-défense adéquates pour les nouvelles conditions (en premier lieu des syndicats et des fédérations professionnelles différents ; mais aussi une sorte d'union pour la protection des locataires et toutes la gamme d'organisations qui se sont développées dans les pays de l'Ouest ces dernières années). On reviendra à discuter les conditions générales dans la mesure où les luttes sociales se développeront. Ce n'est pas très original. Ce n'est ni triste ni joyeux, c'est comme ça !

Les manifs des autonomes, je n'en parle pas, car il n'y en a pratiquement pas eu. Là où elles ont eu lieu je ne les ai pas trouvées très utiles compte tenu de l'absence totale de pensée stratégique. Berlin est redevenue une ville de quatre millions d'habitants. Il faut une stratégie pour résoudre les problèmes qui en résultent. Et il faudra beaucoup de générosité. Ce n'est pas l'heure de défendre le ghetto. Ce n'est pas l'heure du petit-petit. L'influence de la liste alternative en a également souffert parce qu'ils ont mis un temps fou à formuler une position claire vis-à-vis des événements (les Verts et surtout la liste verts-alternative d'Hambourg n'en reviennent toujours pas). Les seuls à en profiter à gauche : *Die Tageszeitung* ! Ils sont même en avance sur *Bild* cette fois-ci. C'est effectivement le premier quotidien à sortir une édition est-allemande (tirage 60 000 exemplaires) — ironie de l'Histoire : dans la maison de *Neues Deutschland* ! (7)

Kristof

- (1) Le 18 mars 1990, jour des élections en RDA.
- (2) Aussiedler : les personnes venant d'Europe de l'Est et d'URSS qui revendiquent une origine allemande. Ubersiedler : les personnes venant de RDA.
- (3) Voter l'Anschluss signifie demander à être annexé.
- (4) Parce qu'ils ne furent pas des héros, même pas d'un jour...
- (5) « Le Géant Noir » (Kohl) fait allusion au légendaire « Géant Blanc » qui sort d'une publicité d'une marque de lessive. En Allemagne être « noir » signifie être conservateur, par opposition à être « rouge ».
- (6) Berlin a voté majoritairement à gauche (rouge), alors qu'on a voté conservateur (noir) tout autour.
- (7) *Tageszeitung* : le *Libération* allemand (en mieux !). *Bild* : le *France-soir* (en pire !). *Neues Deutschland* : l'organe de l'ancien PC de la RDA.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ECONOMIE

L'envol des inégalités

(suite de la une)

L'accroissement des fortunes

Le poids de l'austérité aura donc été supporté par les ménages, dont le revenu disponible progresse entre 1982 et 1988 deux fois moins vite que la richesse nationale (8% au lieu de 15%). Alors qu'entre 1974 et 1982, les ménages avaient vu leur revenu réel augmenter plus vite que le revenu national (25% contre 16%). Les luttes sociales contre Giscard avaient payé. La paralysie des luttes contre Mitterrand fut dramatique. Car, bien sûr, ce basculement radical

A l'inverse, les 25% du haut de l'échelle ont vu la moyenne de leurs dépenses annuelles passer de 110 900 F en 1979 à 132 750 F en 1989. Outre cette extrême disparité, on notera la stagnation de la structure du budget des plus pauvres. Pour les 25% des ménages les plus pauvres, la nourriture (27,1% des dépenses) pèse encore aussi lourd que le logement (32,2%). Pour ces deux types de dépenses seulement, ces ménages voient déjà disparaître 60% de leur budget.

Par contre, les 25% les plus riches, bien qu'ils acquittent un prélèvement fiscal plus important, conservent une marge beaucoup plus large de manœuvre en n'étant obligés de consacrer que 26% à leur habitation (pourtant



A l'heure de la crise, le luxe s'affiche dans les beaux quartiers.

opéré au détriment des particuliers a bénéficié aux entreprises dont les capacités d'autofinancement et les profits se sont notablement accrus.

C'est ainsi que les revenus de la propriété mobilière (actions, obligations...) et immobilière, entamés au cours des années 70 par la forte inflation de l'époque, ont beaucoup progressé au cours de la décennie qui s'achève. Ce retournement, s'il est net pour les revenus immobiliers, c'est-à-dire pour les loyers à partir de 1985, est encore plus spectaculaire pour les revenus mobiliers : actions, obligations, SICAV... en francs constants, donc après déduction des effets de l'inflation, ont plus que doublé entre 1982 et 1988 (+111%). Voici les effets exacts de la politique socialiste ! La soumission au capitalisme et à l'ordre des grosses fortunes apparaît là plus que jamais patente. Mitterrand a fait plus que Giscard pour le capitalisme.

Les *Données sociales* de l'INSEE confirment les tendances exposées ci-dessus, lors de l'étude des dépenses des ménages. Entre 1985 et 1989, l'écart entre les dépenses du quart des ménages les plus riches et du quart des plus pauvres s'est fortement accentué. En francs constants (valeur 1989), les 25% qui ont les plus faibles revenus dépensent grosso-modo toujours la même somme depuis dix ans : 42 850 F en 1979, 44 000 F en 1985, mais 42 650 F en 1989.

plus coûteuse en volume), et 15,6% à la nourriture.

On le voit, les inégalités de rémunérations signifient, dans la vie quotidienne, l'impossibilité à profiter de la vie pour les plus démunis, et des choix de vie notablement élargis pour les plus fortunés. Sans parler de l'accumulation des nuisances diverses tenant aux lieux d'habitation, aux conditions de travail ou de non-travail, à l'absence de reconnaissance sociale... Il suffit ici de répéter, comme y invitait déjà le texte d'analyse économique de la Fédération anarchiste, adopté au Congrès de Rennes en mai 1989, que seule la lutte sur le terrain contribuera à modifier les rapports de forces. Pour réduire les inégalités économiques, comme en matière d'écologie par exemple, la preuve est encore fournie qu'il n'y a strictement rien à attendre des palais ministériels.

Willy Pelletier

(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) CERC, *Les Français et leurs revenus : le tournant des années 80*, éd. La Découverte (novembre 1989).

(2) INSEE, *Données sociales 1990*. Tableau de la société française dressé tous les trois ans par les chercheurs de l'INSEE.

PROCES

Justice... Rien que le nom m'amuse

Les lecteurs du ML n'auront pas manqué de le remarquer ces temps-ci, la justice est particulièrement clémente. Clément pour les trafics d'influence (non-lieu dont a bénéficié Michel Droit dans l'affaire de Radio-Courtoisie), clémente dans les tripotillages financiers concernant le financement des partis politiques, voire dans l'autofinancement du train de vie des ministres et leurs « staffs » (loi d'amnistie et scandaleux non-lieu pour Nucci). Les flics voltigeurs de Malik Oussekin (pas un jour de taule pour aucun des deux). Très clémente, en général, cette « justice » pour tous les flics baveurs qui déchargent leurs flingues dans le dos de certains prévenus, basanés de préférence.

Allez ! Ne jouons pas les naïfs. Nous, libertaires, n'avons jamais nourri la moindre illusion sur leur justice et sa soignant équité. La seule lecture quotidienne des journaux serait là pour nous la faire rapidement perdre.

L'affaire Engelen-Pojolat

Pourtant, on a beau être blasé, ils nous étonneront toujours ! Jugez (si j'ose dire !) plutôt des mésaventures judiciaires dont sont victimes deux camarades de la mouvance libertaire parisienne.

En décembre 1986 et janvier 1987, dans le cadre d'investigations policières visant des militants italiens réfugiés en France, Jean-Marie Engelen et Alain Pojolat sont arrêtés et incarcérés aux maisons d'arrêt de Pontoise et de Fleury-Mérogis. Le prétexte juridique d'une telle mesure consistait en une « aide au séjour irrégulier d'étrangers en France ». Pour le premier, cette détention préventive durera trois mois, pour le second, trois semaines. Ils se trouvent alors tous deux en rupture du contrat de travail qui les lie à leur employeur, la BNP. Ce n'est qu'*in extremis* et après bien des difficultés qu'ils parviennent finalement à être réintégrés grâce à une intervention syndicale et à la mobilisation de leurs collègues de travail.

A cette époque, la brutalité répressive exercée à leur égard avait communément été perçue comme l'un des dérapages de l'hystérie sécuritaire des Pasqua, Pandraud et autres Peyrefitte. Que l'on se remémore, en effet, les affiches d'appel à la délation qui couvraient les murs du métro parisien.

Plusieurs années après ces faits, on pouvait en toute logique penser aboutir bien vite à un non-lieu sinon à une relaxe pleine et entière. Doux rêveurs que nous étions !

Le 23 février 1989, en première instance, le tribunal correctionnel de Pontoise les condamnait à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et à 6 000 francs d'amende chacun. Le tribunal se refusait par là à suivre les réquisitoires du représentant du parquet qui n'avait envisagé qu'une peine amnistiable.

Le 16 mars 1990, la cour d'appel de Versailles aggravait encore ce lourd verdict, atteignant cette fois des sommets impensables : contre toute attente, leurs condamnations furent portées à deux ans d'emprisonnement avec sursis — le maximum de la peine prévue pour ce délit — et à 50 000 francs d'amende chacun. Ce procès d'appel s'est déroulé dans un véritable climat de garde-à-veu. Le représentant du ministère public, le président

de la cour et ses deux conseillers se relayèrent, allant même jusqu'à se couper la parole entre eux, pour les interroger sur un mode ouvertement provocateur, dont voici quelques exemples :

— On leur demanda crûment si les Italiens qu'ils avaient hébergés étaient payés par Khadafi.

— A l'évocation d'extraits d'un rapport d'Amnesty International sur l'emploi de la torture contre les militants italiens dans leur pays, il leur fut répondu que cette organisation n'avait aucune crédibilité.

— Lorsqu'ils citèrent François Mitterrand qui déclarait en 1981 que... on leur rétorqua que « Ça, c'était Mitterrand en 1981 ! ».

— pour établir leur proximité idéologique supposée avec les militants italiens qu'ils avaient hébergé, il fut fait argument de la détention de diverses brochures et de tracts à caractère public. Or l'éventail de la documentation saisie était extrêmement vaste et excluait ce type d'affirmation.

Suite à cet invraisemblable procès, ils ont décidé de déposer un hypothétique, mais nécessaire pourvoi en cassation, afin de dire leur refus de telles pratiques. Toute l'accusation, en effet, repose sur un postulat du magistrat instructeur et de la police, repris par la cour. Ils avaient connaissance de l'identité et du *curriculum vitae* des militants italiens et les savaient en situation irrégulière. Suppositions hautement aléatoires et assurément jamais établies.

Mais quand bien même. Faut-il rappeler qu'au début des années 80, des centaines de militants ouvriers et étudiants de la gauche italienne furent contraints de quitter leur pays et, pour beaucoup, de se réfugier en France, inquiets qu'ils étaient de la promulgation d'une tristement fameuse loi sur les « repentis » qui contribuait à remplir les prisons spéciales de la péninsule. Cette dernière comptait, en effet, environ 4 000 prisonniers politiques en 1982.

En marge de l'affaire Gemignani

De nombreuses commissions de juristes, ainsi qu'Amnesty International, ont dénoncé, à l'époque cette véritable loi d'exception. L'écrasante majorité des détenus politiques d'alors fut écrouée sur

la base des témoignages d'anciens camarades qui, pour échapper à la prison, pour bénéficier de considérables remises de peine, voire même de pures et simples exemptions de peine, n'hésitaient pas à construire de toute pièce de fallacieuses accusations.

Mais nous voulons aussi évoquer la situation actuelle des deux camarades italiens concernés par cette affaire. Ils ont comparu devant le tribunal correctionnel de Pontoise, le 22 janvier 1990, pour y répondre du délit de « falsification et usage de faux documents administratifs ». Ils ont été condamnés à 24 mois d'emprisonnement, dont 18 avec sursis — ce qui couvrirait leur détention préventive — et à aucune amende.

Cette condamnation, bien que lourde au regard des peines généralement prononcées en pareil cas, est de toute façon inférieure à celle de Jean-Marie Engelen et de Alain Pojolat. Nous ne voulons pas entrer dans des considérations de responsabilité pénale, mais on ne peut manquer de relever que les présumés auteurs principaux d'un délit connaissent une sanction inférieure à celle qui frappe les présumés auteurs secondaires.

Ces deux militants italiens résident actuellement à Paris. L'un, Roberto Gemignani (cf. campagne de soutien parue dans le ML en 1988), a vu sa situation totalement régularisée par l'obtention d'une carte de séjour de dix ans, et l'autre est en voie de connaître une semblable situation.

Naguère, à l'aide de fastueuses et coûteuses grand-messes de célébration des « droits de l'homme », on a voulu accréditer l'image d'Epinal d'une France accueillante et généreuse. Elle l'est certes pour les dictateurs et tortionnaires tels que Bokassa ou Duvalier, mais elle l'est beaucoup moins pour les militants de la gauche extraparlamentaire italienne, et moins encore s'ils ne sont pas des professeurs d'université ou médecins de renom.

Pour notre part, nous refusons cette décision inique et nous vous appelons à participer à toute initiative de solidarité. Une telle affaire nous concerne toutes et tous.

N.-K. M

Tout soutien financier doit être adressé sous forme de chèque bancaire ou postal au nom de Alain Pojolat ou Jean-Marie Engelen, avec au dos la mention « Asile-Solidarité », à l'adresse suivante : Copel c/o Octobre, BP 781, 75124 Paris cedex 03.

ARMÉE

Droits de l'homme manu militari

B RUNO Bacquet a été incorporé, dans les forces militaires présentes en RFA, le 7 juin 1989. Quelques jours plus tard, le 18 juin, il tente de se suicider en se taillant les veines des poignets. Hospitalisé en psychiatrie militaire, il est exempté le 10 juillet. De retour en France, il trouve un job et, le 12 août, après un banal contrôle d'identité dans le métro il est conduit à la prison de Fresnes. Il apprend alors qu'une procédure militaire est engagée contre lui pour « tentative de se soustraire aux obligations militaires par mutilation volontaire ».

Reconduit en RFA, il attend aujourd'hui son jugement et selon le code de procédure judiciaire risque de 1 à 5 ans de prison. En temps de guerre,

il aurait été puni de la peine de mort !

Franck Kieffer, lui aussi, était incorporé à Landau (RFA). Six mois après, il craque. Il déserte une semaine. Même scénario... Hospitalisé en psy, il est réformé. Cela n'a pas empêché la gendarmerie de l'arrêter sept mois après, le 24 avril dernier, pour « tentative de se soustraire... ». Là aussi, en temps de guerre, il aurait été exécuté. Condamné seulement... il va écoper d'une peine avec sursis... Espérons que dans quelques mois ces « beaux » militaires n'auront pas, à nouveau, l'âme zélée. A réformer puis condamner peut-être auront-ils, à l'avenir, l'idée de remettre le poteau d'exécution au goût du jour... Avec eux, on ne sait jamais !

AD

GREVE DES FONCTIONNAIRES

L'unité au rendez-vous

PETITES manifs et dialogue de sourds. On pourrait résumer ainsi la journée de grève des fonctionnaires du jeudi 26 avril. Malgré l'appel de tous les syndicats pour ces 24 heures d'action, les employés de l'Etat n'ont pas été très nombreux à arrêter le travail et à descendre dans la rue. Même si le cortège parisien n'était pas ridicule, loin s'en faut, ce n'était pas la mobilisation générale dans la fonction publique !

En province, les défilés dans les grandes villes ont été à l'image de cette participation plus faible qu'en octobre 1988, date de la dernière grande journée de manifestations. Du côté gouvernemental, Durafour s'est empressé d'affirmer à l'issue de la journée que « la fonction publique se portait mieux » (sic) et il n'a bien sûr rien dit sur le contentieux salarial. C'est pourtant sur les questions de salaires que l'ensemble des syndicats s'était retrouvé ce jeudi. Unité de façade d'ailleurs qui cachait bien des divergences.

Le cavalier seul de la CGT

Il y a, en effet, « ceux qui ont signé et ceux qui ont refusé » comme le soulignent à longueur de tracts les militants CGT. Signataire, ou non des accords salariaux ou autre plan de refonte de la grille de la fonction publique, tous étaient dans la

rue. A Paris, c'était même un peu dans le désordre mais ils étaient tous là. D'un côté, une CGT qui comme à son habitude se voulait la première à défilé, d'où son rassemblement en tête de cortège à quelques centaines de mètres devant les autres. Derrière, une intersyndicale CFDT, FEN, autonomes et CFTC soucieuse de rappeler à tous que c'est elle qui avait l'initiative de cette journée. Entre : le SNUI (Syndicat national unifié des impôts), le SUD, le CRC qui, eux, réellement unitaires auraient souhaité un seul et unique cortège avec banderole commune.

Signature = piège à cons

Ce ne fut que partiellement le cas. En marge, encore, la CFDT-Finances bien embarrassée par une confédération qui avait signé les accords Durafour se rassembla avec la CGT au tout début, pour attendre ensuite l'arrivée des « réformistes », n'oubliant pas à leur passage de s'écrier : « Signature = piège à cons ». Belle atmosphère d'unité donc qui assombrit quelque peu cette manifestation ensoleillée !

Au-delà d'ailleurs de cette manifestation à tiroirs, ce sont plusieurs stratégies syndicales qui se sont exprimées. L'une qui se confirme de semaine en semaine, celle d'une stratégie de recomposition syndicale social-démocrate, actuelle-

ment courroie de transmission des amis politiques au pouvoir, animée par la CFDT. Une autre, plus revendicative portée par le SUD, le CRC, voire le SNUI ou, au-delà, celle qui est adoptée depuis plus longtemps par la CNT. D'une manière plus médiatique, celle que tente d'exploiter la CGT, bien que son passé sectaire et sa bureaucratie favorisent peu son rôle fédérateur.

Le 1^{er} Mai illustre bien ce clivage syndical. FO a défilé dans son coin le matin, la CGT l'après-midi, quant aux autres : CFDT, FEN, autonomes, ils se payaient en soirée le Cirque d'hiver pour fêter le centenaire. Une seule fête, trois initiatives et Le Pen qui en prime marche aussi sur Paris.

La recomposition syndicale

Recomposition syndicale sur fond de décomposition et de crise d'adhésion, ces deux stratégies s'affrontent maintenant sur la place publique. Pour l'heure, les salariés n'ont pas encore tranché. Trop exigeants sur l'unité, ils préfèrent gommer les différences et faire fi, malgré leurs intérêts, des attitudes de chacun. Cela ne devrait pas durer trop longtemps. Il serait en effet surprenant que les agents de la fonction publique se laissent entraîner dans une stratégie contraire à leurs revendications.

Alain Dervin
(Gr. Pierre-Besnard)

Permanences du secrétariat aux Relations Intérieures de la F.A. : le samedi de 15 h à 17 h 145, rue Amelot - 75011 Paris (M^o République) Tél. (16.1) 48.05.34.08.

PRECARITE

La CFDT à droite de Soisson

LA direction de la CFDT estime que la lutte ne paie pas du fait de la désyndicalisation et des rares mobilisations des travailleurs. Elle estime que la négociation est le seul moyen actuel de renforcer le syndicalisme. Outre le caractère élitiste et utopique de cette méthode, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle fasse ses preuves dans ce domaine. En l'espèce, elle négociait avec le CNPF dans une position de force puisque le ministre du Travail avait préparé un projet de loi sur la précarité qui avait fait réagir le patronat, d'abord confiant vis à vis de ce ministre d'« ouverture de droite ». Or la nullité et la naïveté, voire le cynisme à l'égard des précaires, sont totales chez les bureaucrates cédétistes. Le CNPF s'est assuré une victoire éclatante en obtenant un accord interprofessionnel qui va laisser le monde du travail s'enfoncer dans la société de classes, à deux vitesses.

Les « jaunes » passent à l'action

Plus de 600 000 travailleurs, dont 500 000 ouvriers et employés, étaient sous contrats à durée déterminée en 1989, et plus de 230 000 en intérim, contre respectivement 310 000 et 110 000 en 1985. Cette main-d'œuvre corvéable à merci est devenue un enjeu de taille pour le patronat, et notamment dans le commerce et le bâtiment-travaux publics, secteur dont est issu l'actuel président de la commission sociale du CNPF, Jean-Louis Girard.

Pour le CNPF, tous les moyens devaient être mis en œuvre pour contrer le projet Soisson, qui voulait limiter les

possibilités de recours au travail précaire (limiter aux absences pour maladie et maternité, aux travaux saisonniers...) et le rendre plus cher en doublant la prime de précarité d'emploi (passer de 5% à 10% du salaire total brut). Il aura suffi au CNPF de jeter un peu de poudre aux yeux de la CFDT, avec l'accord interpro le plus long jamais signé (48 articles et 30 pages de texte illisibles) pour parvenir à ses fins. La grande conquête sociale annoncée par les « nouveaux syndicalistes » se limite à un prime de 6%, à un hypothétique droit à la formation en fin de contrat et à 0,5% de cotisations à des caisses complémentaires de prévoyance.

Les parias du monde

6% au lieu des 10% ; heureusement que la CFDT est là pour assurer l'équilibre des comptes des entreprises contre ce Soisson dilapidateur et laxiste ! De plus, cette prime ne sera plus versée aux étudiants, qui comme chacun sait, travaillent pour se payer des Golf GTi. Le congé individuel de formation est déjà inconnu de la quasi-totalité des salariés, alors nul doute que les précaires qui sont bien mieux armés que les autres salariés pour connaître leurs droits, sauront profiter de l'extension prévue de ce congé. Notamment dans les secteurs où les syndicats brillent par leur absence (commerce, BTP...). Quant aux caisses de prévoyance, c'est la franche pantalonnade, puisque on ne sait pas encore où ira l'argent, mais il ira quelque part !

On savait que les précaires étaient les parias du monde du travail, aujourd'hui, on sait qu'ils devront s'affronter aux glo-



Les Restaurants du cœur, un symbole des années Mitterrand.

rioux « nouveaux syndicalistes ». Curieuse méthode de sauvetage du syndicalisme que de signer n'importe quoi avec le patronat. On avait déjà eu droit aux accords sur l'aménagement du temps de travail (renié ensuite par la CFDT après les hurlements de la base) et sur le travail de nuit des femmes (selon le principe de l'égalité devant la pire exploitation).

Les mandarins de Belleville

Les mandarins de Belleville (quartier de Paris où se trouve le siège de la CFDT) signent en lieu et place des catégories surexploitées du monde du travail

(femmes, précaires, routiers...) des accords qui leur seront donc appliqués par leurs patrons. La CFDT ne sera bientôt plus qu'une chapelle insignifiante, vue la désyndicalisation rapide qu'elle favorise, qui obtiendra aux desiderata du CNPF concernant tous les travailleurs (sécu, âge de la retraite, licenciement...). Il est grand temps que les précaires s'organisent en suivant notamment l'exemple de l'« assemblée des chômeurs et des précaires en lutte » (ACPL), et bénéficient du soutien des syndicalistes révolutionnaires.

Xavier Merville (Gr. Carlo-Caffiero)

Adresses utiles : ACPL : 19, rue Clavel, 75019 Paris, et CNT : 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

EN BREF

DEBAT A PERIGUEUX

Dans le cadre d'« Idées Libres », le vendredi 11 mai, à 20 h 30, le Centre d'animation social et de documentation alternatif et libertaire de Périgueux organise un débat sur le thème suivant : « La prison : qui est enfermé ? quelles luttes mener ? une société sans prison ? » CASDAL, 10, boulevard Stalingrad, 24 000 Périgueux. Des permanences se tiennent chaque 1^{er} et 3^e samedis du mois, à partir de 16 h 30.

LIBRE-PENSEE

Colloque à l'initiative de la Libre-Pensée sur les thèmes : « Les véritables figures de l'anticléricalisme et du blasphème. Perspectives dynamiques de la liberté d'expression et de la liberté de conscience ». Nombreux intervenants et projection de deux courts métrages sur la manifestation des femmes algériennes du 8 mars 1990. Le 5 mai, au FIAP, 30, rue Catanis, 75014 Paris, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h.

COURANT ALTERNATIF

Le n° 95 de Courant Alternatif, mensuel de l'OCL, est paru. Au sommaire : logement, social, prisons, Chili et Pologne. Disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 20 francs.

ANTIFASCISME

Le SCALP de Grenoble est en procès pour diffamation, à l'initiative du FN. Envoyez des messages de soutien à Réflex, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. En raison de frais élevés de justice, un soutien financier est par ailleurs souhaité. Les chèques sont à envoyer à l'ordre de Réflex (mention « solidarité procès »), à l'adresse ci-dessus.

FETE DE SOUTIEN

Visant à recueillir les fonds nécessaires pour organiser la dénonciation du procès de Alain Pojolat et de Jean-Marie Engelen (voir article « Justice ? Rien que le nom m'amuse ! », page 3) et lui apporter la réponse qu'il mérite, une fête aura lieu le samedi 12 mai 1990, à partir de 16 h, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (M^o Avron). Les bons donnant droit à l'entrée sont vendus au prix de 35 francs. On pourra par ailleurs écouter de la musique et acheter de quoi manger et boire.

Musique de 16 à 22 heures : jazz, chanson française, rock. A partir de 22 heures : débat autour de la répression exercée contre le droit d'asile et la solidarité.

ENTR'AIDE EN MONDE RURAL

En vue de constituer un pôle libertaire, reposant sur l'entraide dans le travail et la convivialité dans les loisirs, du côté de Saint-Genest d'Ambrière (Vienne) Jean-Maurice est à votre disposition au (16).49.90.76.00.

CHANSONNIER LIBERTAIRE

Claude Turle, bien connu des milieux libertaires parisiens et grasseois, est en mesure d'animer vos soirées militantes et, néanmoins, festives. Vous pouvez le contacter à l'adresse suivante : Claude Turle, avenue de la Gare, 83320 Carqueiranne.

ESPAGNE

Le VII^e congrès de la CNT

Du 11 au 15 avril, s'est tenu à Bilbao, le VII^e congrès de la CNT-AIT d'Espagne. Le précédent congrès qui avait eu lieu à Barcelone remontait à 1983. Sept années de conflits internes et externes, de scissions, d'embûches semées ici et là par l'Etat (affaire Scala), de départs nombreux : après le gigantesque meeting de la CNT, à Montjuich, le 2 juillet 1977, la CNT paraissait bien faible et l'anarcho-syndicalisme mal en point.

En finir avec le passé

C'est avec ce passé difficile que débuta le 11 avril ce congrès auquel assistaient environ 600 délégués représentant, sauf erreur, environ 85 syndicats (un certain nombre d'autres syndicats étaient absents). L'ancien secrétaire général, Garcia Rua, ouvrit le congrès en soulignant l'opportunité qui se présentait, aujourd'hui, à la CNT, dans une Espagne à situations conflictuelles, avec une perte de prestige des syndicats réformistes, et une problématique ouvrière en Europe. Il ajouta : « La CNT doit trouver son chemin vers lequel elle doit et peut marcher. Ce congrès est un congrès pour des temps difficiles. » Il y eut ensuite, un salut des différentes sections de l'AIT. Etaient présents :

- le secrétaire national de l'AIT.
 - les sections de l'AIT suivantes : NSF (Norvège), DAM (Grande-Bretagne), FAU (Allemagne fédérale), FAU (Allemagne de l'Est), WSA (Etats-Unis) et USI (Italie) ;
 - autres délégations (observateurs) : CIRA (Suisse), UGB (mouvement syndical indépendant de RDA) et le Monde libertaire.
- L'ordre du jour de ce congrès, particulièrement chargé, comportait seize points

principaux, parmi lesquels on peut citer :

- point 5 : ratification des principes, tactiques et finalités de l'organisation syndicale CNT.
 - point 6 : modifications et variantes ou non des accords des V et VI congrès concernant les structures, l'organisation et ses statuts ;
 - point 8 : développement de la CNT ;
- Ce congrès s'annonçait particulièrement difficile, avec notamment, des lenteurs au début sur des sous-chapitres des points principaux. Il a fallu la séance de nuit du samedi 14 au dimanche 15 midi (sans interruption !) pour arriver à bout de tous les points. On peut parler de performance lorsqu'on voit qu'il a fallu le travail de vingt compagnons, durant 45 heures, pour arriver à un accord sur le point 10, concernant l'action syndicale : un rapport de vingt pages fut accepté à l'unanimité. Les points forts de ce rapport concernent la non participation aux élections syndicales et le renforcement des sections syndicales.

La CNT et les autres

Concernant les relations avec les organisations extérieures : le congrès a confirmé les accords déjà existants, c'est à dire, des relations ponctuelles de base avec des objectifs précis et dans l'intérêt de la confédération.

Le nouveau secrétaire général, Vicente Vilanova, considère que malgré les quelques tensions qu'il y a eu durant ce congrès, celui-ci s'est bien passé : « Il y a eu maturité de la part des adhérents. Les points difficiles de l'ordre du jour ont, en général, après de longues discussions, obtenus des accords unanimes ou presque. Plus des deux tiers des délégués présents étaient des jeunes, ce qui très encourageant. Après la période difficile de

ces dernières années — où, dominaient les problèmes des sigles et du patrimoine — il s'agit maintenant de faire place à l'action directe sur le terrain des luttes. Il s'agit de montrer à la population syndicale différent des autres. Un travail de prise de conscience au niveau des chômeurs reste en particulier à faire. Aujourd'hui, la CNT a une image d'organisation défendant les travailleurs.

Alors que les scandales sont de plus en plus nombreux et que les partis et syndicats réformistes sont financés par l'Etat (1), la CNT a toutes ses chances, en refusant et en dénonçant ces pratiques. D'ici deux ans, nous devrions avoir une grande relance de notre organisation. »

La CNT, qui la presse officielle attribue 12 000 adhérents, se compose de 12 fédérations avec des sections dans quasiment toutes les villes.

A la question concernant l'attitude du PCE face aux bouleversements à l'Est, Vicente Vilanova nous a dit que pour lui, le PCE abandonnerait, d'ici six mois au plus, le terme de « communiste ». Signalons enfin, qu'à côté de ce congrès, la CNT, avec la Fondation Anselmo Lorenzo, a tenu des journées culturelles sur les thèmes suivants : « autodétermination, nationalisme et fédéralisme », « drogue : trafic et consommation », « révolution technologique, impact écologique et conservatisme social », « la situation politique internationale : l'Europe de l'Est », « les femmes pour la liberté » avec diverses projections de films.

Manuel (pour le Monde libertaire)

(1) Le fonctionnement de l'UGT (syndicat socialiste) se rapproche beaucoup de celui des syndicats sous Franco. Les cotisations sont automatiquement prélevées sur les salaires des travailleurs afin d'éviter l'hémorragie actuelle. Les partis ont reçu de l'Etat entre 2 et 3 milliards de pesetas (soit 100 millions de francs !)

TURQUIE

Encore un coup d'Etat !

Suite à notre dossier sur la Turquie

« Les années de plomb » paru dans le Monde libertaire des 12 et 19 avril, M.S. Güzel, correspondant à Paris de la revue 2 000^e Dogru, nous a transmis l'article suivant.

NON, il n'y a pas d'erreur : après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, la Turquie vient de connaître son quatrième coup d'Etat de l'ère républicaine. C'est ce que confirment plusieurs journalistes turcs. Depuis quelques années on parlait de « retour à la démocratie ». Nous constatons aujourd'hui que même ce simulacre de démocratie est remis en cause par ses instigateurs. Car nous nous trouvons face à un « coup d'Etat civil ».

A la suite de plusieurs réunions du Conseil national de sécurité (instance constitutionnelle composée des chefs des armées et des principaux ministres, chargées de « conseiller » le gouvernement) et autres sommets et rencontres, le président de la République, le gouvernement, le parti au pouvoir (ANAP), mais aussi deux partis d'opposition représentés au Parlement (SHP et DYP), ont donné carte blanche à l'armée : « Nous vous accordons les pleins pouvoirs pour anéantir la guérilla kurde ». Ainsi, l'armée turque a pu mettre en pratique sa solution basée sur la force militaire. Mais, il fallait pour cela faire taire la presse indépendante. Qu'à cela ne tienne !

Non au décret-loi 413 !

Par le décret-loi 413 mis en vigueur début avril 1990, le ministre de l'Intérieur est investi des pleins pouvoirs pour interdire, faire saisir toute publication, censurer toute information et commentaire, fermer toute imprimerie. Sur son ordre, toute personne, même un député, peut être arrêtée (c'est une lourde menace pour la vingtaine de députés kurdes, mais aussi pour les députés syndicalistes). Il peut également expulser des régions à prédominance kurde « toute personne susceptible de troubler l'ordre public ».

Ce décret-loi « très spécial » a été promulgué en « état d'urgence » et ne sera donc pas présenté au Parlement. En outre, aucun recours constitutionnel ne pourra être engagé contre ce décret. Comme on ne peut non plus formuler de recours contre les décisions administratives prises en vertu de ce décret, le Conseil d'Etat, comme le parlement et la Cour constitutionnelle, sont également mis hors-jeu. Ainsi, l'armée et le ministre de l'Intérieur, seules autorités compétentes, ont les mains libres : la Turquie est une nouvelle fois en état de siège.

La presse muselée

Police et Cours de sûreté de l'Etat se sont misés au travail, en procédant à diverses restrictions. Ainsi, menacé de fermeture de son imprimerie, le Hürriyet Holding (l'un des premiers groupes de la presse turque) a rompu unilatéralement le contrat le liant à l'hebdomadaire 2 000^e Dogru (« Vers l'an 2 000 »). Pour la première fois depuis sa parution en janvier 1987, ce journal n'a pu paraître le dimanche 15 avril. A Diyarbakir (sud-est), la Cour de sûreté de l'Etat a lancé un mandat d'arrêt contre D. Perincek, directeur de la publication de ce même journal, pour avoir publié une série d'entretiens avec A. Ocalan, secrétaire général du PKK (Parti des travailleurs kurdes) en octobre 1989.

Plusieurs autres publications indépendantes (Birikim, Deng, Medya Günesi, Yeni Demokrasi, Yeni Oncu...) risquent également, selon le même processus, de se trouver sans imprimerie. Ces publications ont déjà payé un lourd tribut depuis leur création voici deux ans (plus



sieurs saisies, plusieurs journalistes emprisonnés et plusieurs procès).

Ces mêmes mesures répressives visent également à stopper les mouvements de grève et les manifestations ouvrières. Depuis quelques jours, plusieurs mouvements de grève ont été suspendus par le gouvernement pour des raisons de « sécurité nationale ». Fidèle à son habitude, l'Etat turc veut une fois encore empêcher la commémoration du 1er Mai. Rappelez-vous que le 1er mai 1989 la police s'est particulièrement illustrée en ouvrant le feu sur la foule et en assassinant un apprenti menuisier de 18 ans. Aujourd'hui, l'Etat turc veut de nouveau déclarer zone militaire les régions à prédominance kurde (à l'est d'une ligne Adana-Samsun) et interdire ainsi cette partie du pays aux journalistes refusant les informations officielles et l'autocensure.

Les correspondants à Paris de dix revues indépendantes (1)

(1) Deng, Dünya Solu, Ekin-Belleten, Eylem, Hedef, 2 000^e Dogru, Medya Günesi, Teori, Toplumsal Kurtulus, Yeni Demokrasi.

ALLEMAGNE DE L'EST

Vers une organisation anarcho-syndicaliste

DEPUIS le démantèlement du mur de Berlin, il s'est produit toute une série d'événements si rapides et inespérés que les personnes actives et conscientes ont eu des difficultés et ont manqué de temps pour faire une analyse profonde. Lors du VII^e congrès de la CNT-AIT étaient présentes deux organisations syndicales nouvelles en Allemagne de l'Est : deux représentants de la FAU (Union des travailleurs libres), actuellement en voie de constitution, et deux délégués de l'UGB (mouvement syndical indépendant).

La situation actuelle

Les changements survenus ont provoqué une crise au sein du syndicat communiste FDGB. Des masses d'ouvriers ont « déserté » ses rangs ou ont arrêté de payer leur cotisation. Ce syndicat n'a jamais représenté les intérêts des travailleurs et ne fut qu'un simple instrument des décisions du Parti et de l'Etat dans les entreprises.

Le FDGB a eu un congrès extraordinaire pour récupérer la confiance des tra-

vailleurs. Lors de ce congrès, une minorité de fonctionnaires (10%) a réussi à imposer sa ligne à tout le comité. La conclusion de nombreux militants a été qu'il est impossible de rénover le vieil appareil syndical.

Un syndicalisme indépendant

Lors de la première manifestation autorisée, en novembre 1989, à Berlin, à laquelle assistèrent un million de personnes, on fit connaître un manifeste qui appelait à la constitution d'un syndicat indépendant. Après une première phase de discussions, commença un processus préparatoire de fondation avec la participation de cent délégués ouvriers de diverses usines et industries.

Lors de la conférence que donnèrent les compagnons de la CNT, ceux-ci demandèrent qu'elles étaient les attentes des compagnons de l'UGB dans ses relations avec les sections de l'AIT.

La priorité est actuellement de faire face à l'invasion sauvage du capitalisme occidental. Les compagnons de la CNT et de l'AIT leur firent donc part de leurs luttes

face au capital. En Allemagne de l'Est, pendant ces quarante ans de pseudo-socialisme, il n'y a pas eu ni opportunité ni expérience de lutte. En diverses villes de RDA se sont formés des groupes locaux qui essayent de créer et de renforcer une organisation anarcho-syndicaliste. Il y a des groupes dans cinq villes et des contacts individuels dans plusieurs autres. Ces compagnons maintiennent leur propre structure autonome et sont en relation étroite avec la FAU de RFA.

En février 1990, il y a eu un séminaire à Berlin-Est sur l'histoire et la pratique de l'anarcho-syndicalisme. A la différence des compagnons de l'UGB, la FAU maintient des perspectives claires en relation avec le socialisme libertaire, mais ce sont des groupes récents, peu nombreux, et sans structure syndicale. L'UGB n'est pas d'accord avec les postulats radicaux de la FAU, mais les deux organisations s'accordent sur la nécessité de lutter contre l'exploitation des travailleurs, que ce soit par l'Etat ou par le capital. Pour cela, il y a de bonnes perspectives de collaboration dans la pratique.

Secrétariat de presse de l'AIT

Le portrait d'un pays en crise (suite et fin)

La suite de l'interview d'Henri Simon, auteur d'un livre sur la grève des mineurs anglais (1), par Larry Portis, aborde plus particulièrement celle-ci après l'analyse la semaine dernière du mouvement ouvrier anglais et de son syndicalisme.

Larry Portis : Et la grève des mineurs ? Un coup monté par Thatcher ?

Henri Simon : Oui et non, mais il y avait aussi la nécessité absolue de moderniser les mines anglaises. La concurrence internationale jouait à partir du moment où elle abandonnait le protectionnisme et le problème se posait.

LP : Donc Thatcher avait raison, il fallait moderniser ?

HS : C'est certain, elle a été d'une certaine façon amenée par le capital anglais, acculé par tout un ensemble d'échéances — marché commun entre autres —, à aller chercher le profit dans d'autres pays où la main-d'œuvre était moins chère à liquider l'appareil industriel et diminuer le nombre de salariés anglais.

LP : Cent mille emplois ont été supprimés ?

HS : Oui. Au début de la grève, il y avait encore près de 200 000 mineurs et, à l'issue de celle-ci, il en restait moins de 100 000. Encore maintenant, on cherche à réduire le nombre d'emplois. Certains puits, dans le pays de Galles, utilisaient toujours des chevaux au fond de la mine en 1984. Dans d'autres puits, les mineurs devaient marcher une heure avant d'atteindre leur filon.

LP : Tu nous donnes un point de vue très différent sur cette grève, tu parles presque comme Ian McGregor !

HS : Le prolétariat anglais était si combatif qu'il avait réussi à empêcher toute mesure entraînant des licenciements ou une modification radicale des conditions de travail. Un capitaliste ne peut survivre dans de telles conditions : ou tu fermes la boîte en virant tout le monde ou tu essaies de maintenir l'entreprise de manière à la rendre compétitive. Si la solution des travaillistes — par des accords — échoue, le capital se retourne vers la solution du rapport de force. Le capital oscille entre ces deux pôles. Dans les grèves c'est la même chose. Quand les discussions échouent, on envoie les flics qui évacuent l'usine et jugulent la grève, et les discussions reprennent. C'est le schéma de tous les conflits.

LP : Ces cent mille mineurs étaient n'importe comment condamnés ?

HS : D'une certaine manière, oui.

Beaucoup de mineurs le savaient, même en se battant. Une bonne partie n'a pas été licenciée mais a quitté en prenant des indemnités de départ.

LP : Cette grève avait une valeur symbolique. Elle a été choisie par Thatcher pour frapper le mouvement ouvrier.

HS : Oui et non. Avant la grève des mineurs, il y avait eu les aciéries réduites à rien. Ce qui n'exclut pas une stratégie du gouvernement dans la grève des mineurs. Le conflit était inévitable. Il faut cependant souligner que la modernisation des mines avait commencé avant et qu'il y avait eu plus de mineurs licenciés sous les gouvernements travaillistes qu'avec Thatcher.

CP : Tu as parlé d'indemnités de licenciement. Quelle était son équivalence en mois de salaire ? Une année ?

HS : Plusieurs années.

CP : Pour les mineurs d'un certain âge qui avaient des difficultés à se recycler, ces indemnités représentaient un départ en préretraite ?

HS : Il n'y a pas d'équivalent en Angleterre où la législation sociale est pauvre. Les amortissements du système sont rares. Le chômage est plus favorable qu'en France. Le chômeur reçoit des indemnités par simple déclaration de sa situation de chômeur et sans avoir à se justifier. Son loyer est payé et l'indemnité lui permet de survivre. Il y a bien sûr désormais des tracasseries pour faire pression sur les chômeurs afin qu'ils trouvent du travail, style TUC, mais néanmoins le principe n'est pas remis en cause.

LP : C'est un acquis des travailleurs après la guerre.

HS : Des conservateurs zélés ou voulu le supprimer, mais Thatcher a refusé par peur d'une révolution. Le système de sécurité sociale et d'indemnisation du chômage sont indépendants du travail, c'est un droit.

LP : Dans ce sens, on peut dire que l'Angleterre est plus avancée.

HS : Oui, mais d'un autre côté, il y a le droit de grève non reconnu, la possibilité de licencier un gréviste. Ce sont les contradictions du système.

LP : Les autorités en Angleterre — patronat et gouvernement — ont tout fait pour éviter l'éclatement de conflits sociaux.

HS : Ils savent que les conflits sont très violents, les rapports de classes en Angleterre sont beaucoup plus tranchés qu'ici et cela apparaît dans la société. La grève des ambulanciers dure depuis trois mois. Les grévistes ont stoppé tous les services, y compris les urgences auxquelles ils ne répondent que si les appels leur parviennent directement et non à ceux qui viennent par le canal de la police.

LP : On parle beaucoup en France de consensus, le mot était souvent utilisé en Angleterre dans les années 60.

HS : Consensus à propos de quoi ?

LP : En France, il est question d'éliminer toute critique politique ; en Angleterre, sous le gouvernement travailliste de Harold Wilson, on parlait du consensus entre gouvernement et syndicats.

HS : Le pacte social.

LP : Il y a peut-être parallèle entre ce qui se passe actuellement en France et ce qui se passait il y a vingt-cinq ans en Angleterre, c'est le même mot.

HS : Le pacte social a marché pendant un ou deux ans et puis il y a eu le « Winter of discontent ». Au départ, cela a été efficace si l'on remarque la chute du nombre de grèves et la montée des profits. Le gouvernement travailliste s'est montré tout

d'abord plus efficace que l'actuel gouvernement conservateur de Thatcher. La réaction a été plus violente par la suite.

LP : La grève des mineurs, c'est 1984-1985.

HS : Une année de grève. Le plus significatif est la recomposition de la vie des mineurs autour des communautés

més de lames de rasoirs) — l'entouraient, à cinquante mètres des flics. Chaque week-end, des batailles rangées avec la police rassemblaient non seulement les gens de l'imprimerie, mais aussi les jeunes du quartier. Des groupes insaisissables ont brûlé l'un des entrepôts de Murdock, organisaient des raids sur les dépôts de jour-

LP : Après la répression, le mouvement reste larvé ?

HS : A mon avis, autre chose naîtra. Ces phénomènes ressurgissent toujours en Angleterre, comme par exemple dans les matches de football, c'est impossible à prévoir ou à contrôler. Un autre aspect, c'est la musique servant la contestation. Les trotskystes ont essayé de récupérer les jeunes Noirs en créant « Rock Against Racism », en 1978. Les jeunes venaient aux concerts mais se fichaient de la littérature vendue sur place. Pour les Noirs originaires des Antilles, le reggae ou les « steel bands » sont des moyens d'expression de leur identité et de leurs revendications. Dans le mouvement ouvrier, il n'existe rien de proche. En revanche, il y eu des films sur le mouvement ouvrier anglais, notamment un film TV sur la grève des mineurs (1972-1974) qui montre un mineur gréviste reçu chez des intellectuels. Il montrait le déroulement de la grève, la solidarité développée autour de celle-ci et l'action des mineurs.

CP : Le film a été réalisé par des cinéastes (2) ?

HS : Oui, et avec des mineurs.

LP : Les manifestations ne sont pas une expression du militantisme ouvrier ?

HS : Non, ce sont les piquets de grève. Les manifestations des infirmières n'ont pas atteint l'ampleur de celles en France, par contre dans les hôpitaux le mouvement était beaucoup plus dur, un affrontement direct.

LP : Et l'avenir ? Un gouvernement travailliste ?

HS : C'est ce qui se dessine actuellement, une alternance de gouvernement. Si l'on compare l'usine Ford anglaise à une usine Ford en Allemagne, celle-ci produit 30% de moins. C'est dû aux résistances ouvrières.

LP : Le modèle japonais ne marche pas ?

HS : Les usines japonaises ne sont pas vraiment nombreuses pour l'instant. Les Américains ont General Motors, Vauxhall et Ford.

LP : J'ai l'impression que l'Angleterre devient un pays du tiers-monde... Quand on apprend que les déchets nucléaires du Japon sont parqués dans l'ouest du pays !

HS : C'est une société qui a maintenant, et de plus en plus, deux classes très marquées comme dans le tiers-monde, l'une très privilégiée et l'autre descendant peu à peu dans un sous-développement.

LP : On parle d'une division nord-sud.

HS : C'est surtout une division sociale, à Londres il n'y a pas de division nord-sud. Dans Londres les quartiers luxueux cohabitent avec une misère pas vraiment visible, mais qui se traduit par un état d'abandon et de dégradation. Les HLM ne sont pas entretenues. Le taux de mortalité augmente. Le système de signalisation ferroviaire date des années 30 d'où la multiplication des accidents. Les quartiers pauvres manquent de professeurs, les crédits sont restreints, le niveau d'éducation est très bas et les problèmes se multiplient.

Propos recueillis par CP

(1) *To the Bitter End*, grève des mineurs en Grande-Bretagne (mars 1984 — mars 1985), Henri Simon, éd. Acratie, 78 F, en vente à la librairie du Monde Libertaire ainsi que plusieurs ouvrages du même auteur.

(2) Voir à ce sujet le film de Paul Carpita sur la grève des dockers de Marseille, dans les années 50, *Le rendez-vous des quais*, qui vient de sortir sur les écrans après trente-cinq années de censure.



Un piquet de grève

minières. Une immense solidarité s'est organisée grâce à des comités et les liaisons horizontales qui se sont établies entre les mineurs et les collectivités locales partout en Angleterre. Il y a eu un brassage énorme, une amorce d'une autre manière de vivre. Quand on lit les récits des participants, notamment des femmes qui se sont brusquement affranchies des structures traditionnelles, on s'aperçoit de l'influence du mouvement. Il existait une telle méfiance envers l'appareil syndical que les liaisons s'établissaient sans intermédiaire entre des collectivités, des comités de quartier, et les puits de mine de manière à prendre en charge directement la solidarité — acheminement de denrées, accueil des enfants dans les familles —, et cela à l'échelle du pays. Il n'en reste rien, un réseau se crée en fonction d'une situation et disparaît. A côté des structures syndicales traditionnelles naissent, à l'occasion d'un conflit, des mouvements spontanés qui disparaissent à la fin de la grève. C'est la spontanéité des tactiques, des piquets, qu'il est difficile de contrôler, de briser.

LP : Cette grève reste dans les mémoires.

HS : Oui. A Douvres, durant la grève des ferries où 2 000 marins étaient concernés, des mouvements semblables ont émergé.

CP : Quand tu dis qu'il n'en reste rien au niveau des structures, la prise de conscience demeure, par exemple pour ces femmes...

HS : D'accord, pour elles certainement, mais pour les 80 000 mineurs de maintenant, il ne reste rien sinon dans la mémoire. Toutefois ces mouvements se reconstituent avec d'autres et sous d'autres formes. A Wapping, ça c'est exprimé différemment. L'imprimerie était devenue une forteresse comme pendant la guerre de 14, des triples rangées de barbelés spéciaux — « razor wire » (barbelés parse-

naux. Exemples d'une auto-organisation qui a disparu ensuite. Pendant la grève, un bulletin, indépendant des syndicats, était distribué par la base, donnant des nouvelles du conflit, l'adresse et le numéro de téléphone des « jaunes » travaillant pour l'imprimerie, des détails sur la vie quotidienne. Des initiatives de bases difficiles à imaginer ici.

LP : C'est cette combativité qui est intéressante.

HS : Il y a recrudescence de ces mouvements : la grève sauvage des dockers, la grève des ambulanciers qui dure depuis des mois et concerne les urgences, mais aussi le transport des handicapés et des personnes pour les soins. Il n'existe pas de service privé. C'est un exemple typique de conflit long et dur, il n'y a pratiquement pas de « jaunes ».

LP : Les moyens policiers sont très développés en Angleterre ?

HS : L'Angleterre est le pays qui a le plus fort taux de prisonniers en nombre relatif et absolu dans toute l'Europe, y compris la Turquie. Dès qu'un mouvement émerge, il est réprimé.

LP : C'est assez complexe, la violence de la classe ouvrière anglaise, on la voit dans les romans de Sillitoe, et par ailleurs cette solidarité et cet esprit d'innovation...

HS : Le phénomène des « Acids House Parties » a surgi brusquement et clandestinement, inquiétant les autorités. Lié à la drogue, le phénomène a rapidement atteint une dimension importante par l'utilisation de deux choses : la musique avec la tendance à trouver des expressions en dehors du système et la récupération des sites devenus disponibles par suite de désindustrialisation. Le mouvement a été interdit et la police est intervenue avec des chiens et des matraques. Les jeunes se sont battus avec les flics lors des descentes de police.

TEMOIGNAGE PACIFISTE

« Le Temps de la sottise »

L s'agit d'extraits du journal que Raymond Guérin a tenu pendant la « drôle de guerre » de 1939-1940. Ce très court ouvrage (60 pages), vendu très cher au prix de 65 francs, raconte la vie et les réactions d'un appelé (dont on ne sait pas la fonction exacte) à la veille, puis au moment de la débacle (1).

Un homme poli

Raymond Guérin était certainement un homme poli et distingué. Cela transparaît dans son style particulièrement châtié, qui n'est pas sans rappeler le Genevois de *Ceux de 14*. Mais la mesure du vocabulaire n'ôte rien à la virulence de son propos. Ainsi, au lieu de proclamer « l'armée rend com ! », il remarque, parlant de ses compagnons : « Il n'y a pas un de ces malheureux qui, dans la vie normalement policée du temps de paix, oserait se conduire comme ils font tous, dès que les pénètrent les principes de la vie militaire ». Quand il veut crier sa révolte et sa détresse devant les pillages quotidiens de l'armée française en France, il est conscient que ces « destructions stupides » sont le fait « de millions d'hommes soi-disant civilisés (...) que leurs maîtres ont avilis à ce

point. (...) Ce n'est plus le temps des barbares ; (...) c'est le temps de la sottise ».

Encore plus intéressant : au-delà de ce discours particulièrement lucide sur l'armée et les horreurs qu'elle engendre, Guérin se montre sans pitié envers les politiciens qui n'ont rien fait pour empêcher en temps utile la montée du nazisme, et dont il garde un souvenir net en matière sociale. Ecoutons-le : « Nous réclamions de nos maîtres des travaux moins durs et moins inhumains, des loisirs et des méthodes pour en jouir, (...) des éléments de confort, des soins, des instructions pour le meilleur développement de nos individus. Mais nos maîtres, chaque fois, nous refusaient (...). Ils prétendaient que nos exigences étaient excessives, (...) qu'il fallait trop d'argent, trop de ressources ». Cinquante années plus tard, la situation n'a guère évolué !

Puis il constate : « Toutefois, la guerre est venue et (...) cet argent qu'on nous mesurait, qu'on nous refusait, a coulé comme en un torrent. (...) Et même il est vain de s'attarder à calculer combien nous coûte chaque coup de canon tiré, chaque sortie d'avion ». Que disons-nous d'autre quand, déjà en temps de paix, nous dénonçons le gouffre financier que représente, outre ses innombrables tares, l'armée française, alors

que l'on chipote un salaire décent aux ouvriers de Peugeot, aux infirmières, aux instituteurs, aux postiers, et qu'on le refuse à des millions de précaires ? Alors que nos universités n'ont même plus de locaux (ne parlons pas des enseignants...) nécessaires pour accueillir les étudiants ?

Une lecture rafraîchissante

On l'a compris : la lecture du *Temps de la sottise* est rafraîchissante. Elle a le mérite d'offrir des commentaires plus satisfaisants que l'habituel sermon sur l'incapacité de l'état-major français en 1940 (par ailleurs stigmatisée par Guérin). Et surtout celui de dénoncer, non pas une mauvaise armée, mais le principe même de l'armée, et tout ce qu'engendre la militarisation. Que demander de plus ? Une édition intégrale de ce journal (comprenant le récit des années de stalag), si possible à un prix raisonnable.

Coq's

(1) *Le Temps de la sottise*, Raymond Guérin, éd. Le Dilettante.

LITTERATURE

« Les enfants de Kropotkine »

Le sujet attire les écrivains... Après *La mémoire des vaincus* de Michel Ragon (éd. Albin Michel), qui mettait en scène un anarchiste aux prises avec son siècle, voici *Les enfants de Kropotkine*, de Bertrand Renouvin (éd. Ramsay/De Cortanze), consacré aux anarchistes durant ce que l'on a appelé la « Belle époque ».

Bertrand Renouvin, royaliste de gauche

Mais les auteurs n'ont pas la même sensibilité politique, et le lecteur ne manquera pas de s'en apercevoir.

Michel Ragon s'affirme sans détours libertaire, tandis que Bertrand Renouvin est connu pour son appartenance à la « Nouvelle action royaliste ». Ce dernier mot évoque de fâcheux souvenirs : il est donc utile de préciser que cette organisation se situe non pas à l'extrême droite, comme l'« Action française », mais clairement à gauche, et que ses membres n'hésitent pas à se donner pour des « mitterrandistes ». D'ailleurs, affirment-ils, le président de la république se conduit souvent comme un monarque, ce que nous ne contesterons pas !

Les enfants de Kropotkine se lit sans déplaisir, mais ne laissera pas une trace inoubliable dans la littérature. Bertrand Renouvin a le tort de se pen-

cher sur le mouvement anarchiste à une période qui a déjà maintes fois été traitée. Depuis longtemps, nombre d'écrivains ont, en effet, puisé leur inspiration dans les attentats commis à la fin du siècle dernier par Ravachol ou Emile Henry, dans les hold-up de la « bande à Bonnot », ou dans le cours de la Première guerre mondiale. Bertrand Renouvin ne fait pas preuve d'originalité.

Une certaine sympathie

Les enfants de Kropotkine a toutefois le mérite de présenter des anarchistes animés par un souci de justice et d'égalité, et l'auteur ne cherche pas à faire passer à tout prix ses personnages pour des brigands ou des malades mentaux, comme ont pu le faire d'autres écrivains extérieurs au mouvement libertaire. Bien sûr, ses personnages sont naïfs et se laissent facilement piéger, ils ne sont pas non plus à l'abri des contradictions, mais au moins revendiquent-ils des idées qu'on ne peut reprocher, reconnaît Bertrand Renouvin, qui éprouve visiblement pour eux une certaine sympathie. Notons encore que ce livre ne s'attache pas plus que de raison au côté spectaculaire du mouvement libertaire de la « Belle époque », et qu'il aborde des problèmes qui concernaient les anarchistes dans leur vie quotidienne. Peu d'écrivains ont eu cette démarche, il faut le signaler. Comme certains « royalistes de gauche », Bertrand Renouvin se dirait-il donc lui aussi « anarchiste plus un » (plus le roi, bien entendu) ?

Thierry Maricourt

Ce livre sera bientôt disponible à la librairie du Monde Libertaire.

« Le logement en région parisienne »

Bruno Dhont, principal rédacteur des guides pratiques de la Confédération syndicale du cadre de vie (en vente à la librairie du Monde libertaire), anime en direct depuis le 12 mars une série d'émissions ayant pour thème le logement sur Radio Libertaire (89.4). Le lundi 7 mai, de 9 h à 11 h 30, une troisième émission sera consacrée au « Achat d'un logement existant : les pièges à éviter ».

Quels sont les pièges à éviter ? Comment trouver les origines où chercher les documents ? Quels recours ? Connaître ses droits...

Nous nous efforcerons, comme dans les précédentes émissions, de répondre en direct à nos auditeurs sur toutes les questions concernant le thème développé ce jour.

Carrefour d'échanges sur tous les problèmes liés au logement, la CSCV et Radio Libertaire vous donnent rendez-vous tous les premiers lundis de chaque mois afin de vous aider dans vos démarches, recherches, difficultés, etc.

Pour recevoir la liste des rendez-vous mensuels, avec les thèmes, vous pouvez nous écrire : émission « Le logement en région parisienne », Radio Libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris (joindre une enveloppe timbrée à votre nom et adresse pour la réponse). Vous pouvez aussi téléphoner, pour nous donner vos appréciations et apporter vos témoignages, au 42.62.90.51.

Gr. Malatesta (FA), CSCV

Sélection Radio Libertaire (89.4)

Jeudi 3 mai

— « *Flagrants désirs* » (19 h 30 - 20 h 30) : les gays pour la liberté (GPL).

Samedi 5 mai

— « *Le masque et la bulle* » (18 h - 19 h 30).
— « *Noirs desseins* » (19 h 30 - 21 h 30) : la « démocratie », avec Yves Peyraut.

Dimanche 6 mai

— « *L'imaginaire* » (22 h - 23 h) : « leçon de chose ».

Lundi 7 mai

— « *Le logement en région parisienne* » (9 h - 11 h 30) : l'achat d'un logement existant : les pièges à éviter.

Mardi 8 mai

— « *Cannelle et cerises* » (9 h - 10 h) : spécial nuit du cinéma de Radio Libertaire.
— « *Blues en liberté* » (10 h - 11 h) : Albert Collins et la guitare texane.

Mercredi 9 mai

— « *Laissez-passer* » (12 h - 13 h 30) : le Maroc. Situation des droits de l'homme.
— « *Femmes libres* » (18 h 30 - 20 h 30) : Liliane Kandel et Claire Auzias : féminisme et nazisme.
— « *La théorie du Tomahawk* » (22 h 30 - 1 h) : Brume et Von Magnet.

CINEMA

Baiser acide de « Tatie Danielle »

La *Tatie Danielle* de Chatiliez ne relève pas, simplement, de l'anti-héros démoniaque déversant sur le monde entier sa haine et une méchanceté extrême. Ce personnage de grand-mère acariâtre fournit l'occasion d'une satire sociale particulièrement percutante. D'abord parce que l'acuité acerbe de cette grand-mère rebelle lui permet de juger et de mépriser sans compassion la famille Billard (ses neveux qui l'accueillent), archétype parfait de la petite bourgeoisie satisfaite d'elle-même et de l'ordre social dont Chatiliez restitue l'excessive médiocrité.

La négation de l'individualité

C'est vrai que l'affabilité permanente dont les Billard entourent Tatie Danielle exprime à merveille en quoi leur vie entière n'est qu'une mise en scène hyper-conformiste de l'attitude que les magazines (*Elle*, *Marie-Claire*, *Cosmopolitan*...) et « le bon goût bourgeois » recommandent d'avoir à l'endroit du troisième âge. De tous ces faux-semblants Tatie Danielle ne veut pas. En cela, elle dévoile au-delà des bonnes manières hypocrites, le sort exact que notre société réserve aux personnes âgées : la négation pure et simple de leur individualité.

certes, on ne dénoncera jamais assez cet absolu scandale que représente le parquage des vieux dans ces innombrables maisons de retraite où hospices. L'univers capitaliste est le monde de l'utilitarisme et n'a aucun scrupule à jeter tous ceux dont le rôle de producteurs est achevé. Mais le film de Chatiliez démontre surtout, et là est toute sa force, que dans les classes moyennes on peut aussi gommer l'individualité des

personnes âgées en les noyant sous une gentillesse apprêtée et en les obligeant en retour à tenir ce rôle béatifiant de la tatie gâteau « tellement adorable » et « si gentille avec les enfants ».

Une lame acérée

Mais pourquoi diable devrait-on, alors que notre vie s'en va, alors que l'on est plongé dans un tel néant de communication et dans un tel vide de compréhension, se soumettre docilement à ces stéréotypes normalisateurs dans lesquels l'ordre dominant voudrait nous enfermer ? La méchanceté indomptable de Tatie Danielle est ici une révolte, une rébellion contre l'image rassurante dont on voudrait affubler les personnes âgées. Car, c'est bien de triomphe de l'individualité dont il est question ici. Et lorsque l'on a plus rien, pourquoi ne pas se servir comme Tatie Danielle de sa faiblesse comme d'une lame acérée ?

Tatie Danielle déstabilise quiconque l'approche et en cela elle met à nu cruellement toutes ces supercheries dont chacun s'entoure, pour se mettre en accord (se soumettre) avec les stéréotypes de l'ordre social (ses relations avec sa nièce en témoignent). Mais l'happy-end du film de Chatiliez nous laisse en définitive sur une note à la fois douce et exigeante en montrant que la vieillesse n'implique pas un désir de compassion mielleuse et abêtissante, mais bien au contraire une volonté de compréhension mutuelle entre des individualités égales. Nous irons jusqu'à prétendre qu'une telle revendication n'est guère éloignée de la philosophie libertaire.

Karine Ansat (Gr. Benoit-Brouchoux de Lille)

RENDEZ-VOUS

ANNÉCY
Une liaison FA existe en Haute-Savoie, pour nous contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

ASNIÈRES - NANTERRE
Le groupe Malatesta vend le Monde libertaire tous les dimanches au marché d'Asnières (près de la mairie) entre 10 h 30 et 12 h 30. Il tiendra, en outre, une table de presse à Nanterre la première semaine du mois de mai, à l'occasion d'une braderie. Les sympathisants peuvent donc prendre contact soit lors des ventes, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

BOURGOIN-JALLIEU
Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu tiennent un stand de presse le 12 mai sur la place des Halles (rue piétonne) de 14 h 30 à 17 h.

GRASSE
Une liaison FA existe dans les Alpes-Maritimes. On peut la contacter à la « Commune », 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse le samedi après-midi à partir de 15 h.

LE KREMLIN-BICÈTRE
Une liaison s'est constituée sur Le Kremlin-Bicêtre. Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

LILLE
Le groupe Humeurs noires poursuit son émission « Humeurs noires » sur Radio Campus (91.4 FM) chaque samedi de 19 h à 20 h. Écoutez-nous !

Le groupe Humeurs noires vend le Monde libertaire, Humeurs noires-Graffiti et Alternative libertaire chaque vendredi à la gare de Lille de 17 h à 18 h 30, le samedi midi devant le lycée Pasteur et le dimanche matin de 10 h 30 à midi au marché de Wazemmes. Il tient également une table de presse le jeudi de 11 h à 13 h à la faculté de Lille III.

NANCY
Un groupe de la FA s'est constitué sur Nancy. Il vend le Monde libertaire tous les samedis à partir de 10 h sur la place du Marché. Pour le contacter, vous pouvez écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

COMMUNIQUE
PARIS

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (M^o Blanche ou Abbesses).
— Mercredi 9 mai : « La question de l'Etat, conception anarchiste et conception marxiste ».
— Mercredi 16 mai : « L'anarchisme et le monde du travail, méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe ».
Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

TOURISME

Marius « Arsène » Jacob, le citoyen de Reuilly

LES guides touristiques ont habitué le public à l'idée que la France est un long chapelet d'églises et de châteaux plus ou moins féodaux, la mémoire du peuple ne se retrouvant, selon eux, qu'à l'ombre des bénédictins ou dans la fraîcheur des oubliettes ! Mais pour ceux qui voyagent sans guide, la France peut être autre chose.

Sur les traces d'un anarchiste

Ainsi à Reuilly, gros bourg viticole au nord d'Issoudun, on n'hésite pas à inclure dans le circuit touristique la tombe d'un... anarchiste : Marius Jacob, qui, après vingt-cinq ans de bagne, vint finir sa vie comme marchand ambulant dans cette région du centre de la France. Jacob, celui-là même qui servit de modèle pour l'Arsène Lupin de Maurice Leblanc et dont les habitants de Reuilly ont gardé un souvenir si sympathique !

On montre encore la maison aux volets verts où le vieil anar régala les enfants du village d'une inoubliable collation avant de quitter volontairement ce monde, la nuit suivante, non sans avoir laissé deux bouteilles de vin et un mot d'excuses pour le dérangement. C'était le 28 août 1954 et son ami Rémy Malbête se souvient de lui avec sympa-

thie, en montrant la balance avec laquelle « Arsène » pesait sa marchandise : « Regarde, c'est plus juste que les plateaux de la Justice ! » et assurément, la balance qui a pesé l'honnêteté de Patrice Pelat, de Christian Nucci, ou de Jacques Médecin, elle doit avoir quelque part une tare.

« Et son chien, il avait le ruban rouge » Eh ! oui ! Marius l'avait décoré. Cette créature à quatre pattes avait des qualités humaines dont ne sont pas forcément pourvus les postulants à deux pattes de la dernière giboulée de Légions d'Honneur ! Et puis Marius était honnête, Hélène Malbête sait, elle, que sous l'Occupation, il n'avait jamais trempé dans le marché noir, et pas réclamé pour autant la médaille de la Résistance.

La tombe d'« Arsène »

A Reuilly, la tombe d'« Arsène » est signalée à l'entrée du cimetière. « Concession à perpétuité », lit-on sur la pierre tombale. Deux fois perpète, et toujours vivant, il est très fort Marius !

Il avait à son actif cent cinquante-six cambriolages officiellement répertoriés par la justice. Des vrais braquages de super-professionnel, qui saignent le bourgeois sans faire couler son sang — pourquoi polluer l'atmosphère avec des produits pareils ?

Son équipe, on l'avait surnommée « Les travailleurs de la nuit », mais le travail de nuit, quand c'est pour reprendre au patron ce qu'il vous a volé officiellement en plein jour, on l'accomplit de bon cœur.

Les prisons du pays

Au chef-lieu du département, à Châteauroux, il y aura dès 1991 trois prisons : la maison centrale de Saint-Maur (déjà trop célèbre), un centre de détention et une maison d'arrêt... la peur d'y rencontrer d'autres Arsène Lupin, peut-être ? En tout cas, la capitale du Berry fait dans l'enfermement. C'est une manière comme une autre de réactiver l'emploi !

En attendant, à l'entrée de Reuilly, un monument expiatoire, édifié grâce à la générosité de catholiques pas trop pauvres, nous prévient qu'il y a dans la commune des mécréants : « Pardonnez-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font », pleurniche la plaque en évoquant les libres-penseurs qui osèrent manger du petit salé le jour du Vendredi Saint en 1904.

Voler les riches pour redonner aux pauvres, manger de la viande le Vendredi Saint, décidément les habitants de Reuilly ont bien des crimes à se faire pardonner !

Guimou de la Tronche

□ Suite des rendez-vous

MARSEILLE
Le groupe Ascaso-Durruti tient ses permanences tous les samedis, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformés-Canebière ou métro Cinq avenues-Longchamp). vous pouvez venir débattre avec nous, consulter notre bibliothèque de prêt (constituée par 600 titres), consulter nos publications étrangères et acheter le Monde libertaire.

TOURS
Le groupe FA de Tours tient une table de presse tous les jeudis, sauf pendant les vacances scolaires, entre 11 h et 13 h 30, à la faculté des Lettres.

VALENCE
Une liaison existe dans la Drôme, pour nous contacter vous pouvez écrire à l'adresse suivante : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex, où l'on transmettra.

Pour l'abrogation des protocoles Défense-Education

Léo FERRE

en concert exceptionnel
Lundi 14 mai à 20 h 30
au TLP-Dézajet, Paris 3e,
41, bld du Temple,
(M^o République).

Tarif : 160 F

Bons de soutiens disponibles à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris

LOGEMENT

Paris... magouilles !

On ne l'invente pas, c'était à la une de France-Soir du mardi 17 avril et c'était franc et net comme titre de une : « Paris s'attaque à ses derniers taudis ». On nous apprenait sur cette page qu'il restait en vrac : « plus de 300 immeubles insalubres dans la capitale », que « 2 800 logements, par an, ont été rénovés par la ville entre 1983 et 1989 » et que « 6 000 habitations à bon marché et tout le vieux parc HLM sont à moderniser avant la fin du siècle ». Et qui est le Monsieur Propre de toute cette opération ? C'est bien sûr le maire de Paris, Jacques Chirac, qui, sans peur et sans reproche, relève le « lourd défi de la décennie ».

On savait que les coups bas portés par le tandem-trahison Pasqua-Seguín nécessitaient une redorure de la façade, la voici, facette urbanisation de Paris.

Selon un rapport de la Ville de Paris 120 immeubles sont considérés comme juridiquement insalubres, quelques 200 autres ayant à peu de chose près un état général qui les situerait dans la même catégorie.

Quand il n'est plus possible de restaurer ou de rénover les immeubles ou bâtiments, on les décrète relevant de l'insalubrité publique ou de la procédure de péril. Avant, selon le Code de la santé publique, le maire et le préfet sont tenus de prescrire ou même d'exécuter les travaux indispensables. Périls d'immeubles, risques liés à

l'électricité, dangers d'intoxication et pollution atmosphérique, autant de causes d'interventions dont les compétences sont partagées entre la mairie, la préfecture de Paris et la préfecture de police.

Mais qui paye ? Souvent les charges incombent quasi exclusivement au propriétaire qui préfère laisser périlcliter, encaisser les loyers, puis vendre ensuite à la Ville de Paris. L'alchimie subtile qui existe ensuite entre cet organisme et des sociétés de constructions immobilières ne nous est pas connue par le menu, mais le résultat est toujours de « gros » profits financiers...

Entre temps, des locataires sont à la rue et retrouvent tant bien que mal à se reloger... quand ils sont Français, blancs et non chômeurs ! Les divers projets autour du quartier de la Goutte-d'Or, dans le XVIII^e arrondissement, en seront sûrement un triste exemple.

Outre la périphérie de Barbès (XVIII^e), il y a Orillon-Amandiers (XX^e), Flandre (XIX^e) où on nous assure que les locataires de « bonne foi » seront relogés. Par quels critères cette nouvelle conception juridique est-elle définie ?

En attendant, dès début avril, Chirac et la Ville de Paris ont annoncé que la trêve d'hiver était finie. Dans le XI^e, rue des Nanettes, ça c'est passé comme d'habitude à 6 heures du matin par l'expulsion de squatteurs. Outre les CRS, il y aurait eu des « gens » avec des cagoules sur le

visage. A Paris, la honte ne s'identifierait pas avec un mur ?

Entre le chômage qui reste, des HLM qui sont classées chasse gardée et le SMIC qui permet tout juste de vivre, quelle solution s'offre aux chômeurs, aux précaires et aux bas salaires ? Jean Tibéri, premier adjoint à la mairie de Paris, a beau ne pas décoller, en trois ans le nombre d'immeubles squattés a été multiplié par cinq dans la Ville Lumière. Et ce n'était pas le fait d'« attardés de Mai 68 », mais de mal-logés. Et la solution de ce problème social ne se trouve pas à l'Hôtel-de-Ville de Paris !

Alexis Pierre

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Inégalités, Edito.
- PAGE 2 : Lettre de Berlin.
- PAGE 3 : Inégalités (suite), L'affaire Engelen-Pojolat, Armée et droits de l'homme.
- PAGE 4 : Fonction publique, En bref, La CFDT.
- PAGE 5 : Congrès CNT, Coup d'Etat en Turquie, Anarcho-syndicalisme Est-allemand.
- PAGE 6 : Grande-Bretagne en crise.
- PAGE 7 : RL, Notes de lecture, cinéma avec Tatïe Danielle.
- PAGE 8 : Le citoyen de Reuilly, Logement à Paris, Infos FA.

PARUTIONS

PRESSE - AFFICHE

Le groupe Humeurs noires vous annonce la sortie pour le mois d'avril, d'un numéro spécial de Humeurs noires - Graffiti en collaboration avec le mensuel bruxellois Alternative libertaire. Ce numéro d'avril est consacré à l'Europe. Ceci fait suite à une série de rencontres entre le groupe et des organisations anarchistes belges. Il entre donc aussi dans le cadre d'une action coordonnée de libertaires de quelques pays européens qui a débouché sur une affiche : « l'Eurosoumission, c'est pour demain. Résistons dès aujourd'hui » disponible à l'adresse du groupe au prix de 5 francs. Groupe Humeurs noires, BP 7 9, 59370 Mons-en-Barœul.

PRESSE

Le n° 69 de Contre vents et marées (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 francs (chèque à l'ordre de l'association).

AFFICHE

Le groupe Henry-Poulaille a édité une affiche « Construisons l'anarchie ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F à partir de 50 exemplaires. Elle est disponible à la librairie du Monde Libertaire.